Septembre 2026

L'OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE

LETTRE N°11



espri
IAE
UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

LA LICENCE ESPRI

Aujourd'hui, nous mettons en lumière la licence Économie-Gestion, parcours Science Politique et Relations Internationales, plus connue sous le nom ESPRI.

Dispensée au sein de l'IAE Savoie Mont Blanc sur le campus d'Annecy, cette formation d'excellence se distingue par sa forte pluridisciplinarité. Au croisement de l'économie, de la science politique, du droit et de l'analyse internationale, elle offre des clés de compréhension globales et rigoureuses face aux enjeux contemporains. Ancrée dans une dynamique d'ouverture sur le monde, la licence s'accompagne également d'une mobilité internationale.

Au-delà des matières enseignées, ESPRI est aussi une aventure humaine. Notre promotion rassemble 34 étudiants aux profils et parcours remarquablement variés. Si nos trajectoires personnelles diffèrent, une même ambition nous unit : la passion d'apprendre, l'ouverture sur le monde et le désir de décrypter les dynamiques internationales qui façonnent notre époque.

À travers ce journal, nous sommes ravis de partager nos réflexions avec vous.

Bienvenue en géopolitique !

Les événements de la licence

19 NOVEMBRE – Conférence histoire & fait colonial
L'association *Éclat d'Espoir* vous invite le jeudi 19 novembre sur le campus d'Annecy pour échanger avec Pascal BLANCHARD, historien, chercheur associé au CRHIM à l'UNIL (Lausanne), codirecteur du Groupe de recherche Achac (Paris) et spécialiste de l'histoire contemporaine et du "fait colonial".

26 NOVEMBRE – Conférence géopolitique & commerce international
L'association *Les ESPRI De Demain* vous donne rendez-vous le jeudi 26 novembre sur le campus d'Annecy pour une conférence exceptionnelle en présence de Jean-Marie PAUGAM, directeur général adjoint de l'OMC.

L'EDITO

Dans cette édition, cap sur l'actualité internationale à travers une traversée de tous les continents. Des tensions géopolitiques aux enjeux environnementaux et stratégiques, nous avons décrypté pour vous les événements majeurs qui façonnent notre planète aujourd'hui.

En bonus, faites une escale approfondie grâce à nos deux fiches pays consacrées ce mois-ci au Monténégro et à Nauru : deux territoires aux singularités marquantes et au rôle bien plus stratégique qu'il n'y paraît.

Ces pages sont une véritable invitation à prendre du recul, à comprendre la complexité du monde et à aiguiser votre regard sur les grands défis contemporains.

Excellente lecture et bon voyage au cœur de l'actualité !

Danesse Sarah, Mariano-Tomas Maëlys, Simler Léna, Simonin Mathis

SOMMAIRE

AFRIQUE Page 5

AMERIQUE DU NORD Page 7

AMERIQUE DU SUD Page 9

ASIE Page 11

EUROPE Page 13

MOYEN-ORIENT Page 15

OCEAN ARCTIQUE Page 17

FICHE PAYS :

MONTENEGRO Page 19

NAURU Page 20

FICHE GEOPOLITIQUE :

Le patrimoine Page 21

Afrique

Niger : le retour des vieux démons putschistes

Alors que les juntes militaires du Sahel expriment haut et fort leur volonté de restaurer la souveraineté nationale, la stabilité de ces régimes est minée de l'intérieur comme l'a rappelé la nuit d'assaut du 29 août 2026 à Niamey.



Le Sahel : un espace de peuples et de transit, Conflits, Revue de géopolitique, 2025

Le Niger entre transition militaire, insécurité et nouvelles alliances

L'histoire politique de la République du Niger a connu des périodes de stabilité démocratique, mais a aussi été marquée par plusieurs coups d'État. Depuis le renversement du président Bazoum en juillet 2023, le pays est dirigé par la junte du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) avec le général Abdourahamane Tiani à la tête de l'État. Cette prise de pouvoir s'est accompagnée de la suspension de la Constitution, de la dissolution de plusieurs institutions et de restrictions des libertés publiques. Les autorités militaires avaient annoncé une période de transition de trois ans, avec pour objectifs le renforcement de la sécurité et la refondation de l'État.

La menace sécuritaire demeure importante : des attaques menées par des groupes djihadistes affiliés à l'État islamique et à Al-Qaïda continuent de frapper le territoire, surtout dans les régions de l'Ouest et du Sud-Est. Dans un contexte marqué par la prise du pouvoir par des régimes militaires, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont fondé, fin 2023, l'Alliance des États du Sahel (AES) pour muscler leur coopération en matière de défense et de sécurité.

Sur le plan diplomatique, le Niger s'est éloigné de ses partenaires occidentaux, notamment de la France et des États-Unis, au profit de la Russie, de la Chine et de la Turquie. Si le départ des forces étrangères réjouit une partie de la population, certains observateurs rappellent la complexité des racines historiques et économiques de l'insécurité. Les débats restent vifs sur l'efficacité des anciennes interventions et sur les solutions à apporter pour stabiliser le Sahel.



Le général Tiani le 2 juin 2026. via REUTERS - Niger Presidency

Une nouvelle tentative de coup d'État qui révèle les fragilités du régime.

Trois ans après avoir pris le pouvoir par un coup d'État, le général Tiani a été confronté à une nouvelle tentative de renversement. Dans la nuit du 28 au 29 août 2026, des militaires, principalement des jeunes officiers des forces spéciales, ont attaqué plusieurs sites stratégiques de la capitale nigérienne. S'ils ne sont pas parvenus à s'emparer du palais présidentiel, ni de la télévision publique, ils ont cependant pris le contrôle d'une partie de l'aéroport international.

Ils se sont surtout emparés de la base aérienne 101, un véritable arsenal lié à l'AES, qui constitue le centre névralgique de la coopération militaire entre le Niger et la Russie.

Ces attaques semblaient avoir été motivées par la volonté de déstabiliser les structures politiques et militaires du pays, afin de provoquer la chute du pouvoir en place. Elles ont mis en lumière les tensions internes au sein de l'armée nigérienne : plusieurs responsables militaires auraient refusé de prendre parti et un bataillon aurait refusé de monter à l'assaut de la base aérienne 101 contre les rebelles.

De plus, cette tentative de putsch a pointé du doigt le rôle de la Russie dans le système militaire nigérien. Depuis le départ des troupes françaises et américaines, Niamey s'est rapproché de Moscou. Au-delà d'être un partenaire diplomatique, la Russie est un acteur actif face aux difficultés sécuritaires nigériennes. La structure russe Africa Corps, un dispositif directement rattaché au ministère de la Défense russe, a progressivement remplacé le groupe paramilitaire Wagner dans plusieurs pays d'Afrique. C'est grâce à cette force externe que le général Tiani est parvenu à reprendre la base 101.

Terrorisme et rivalités d'influence : un équilibre régional en recomposition

Ce climat d'instabilité se double d'une progression du terrorisme djihadiste : selon les chiffres de The African Security Sector Network (ASSN), le nombre de morts liés au djihadisme a augmenté de 94 % entre 2023 et 2024. Alors que la promesse du général Tiani était la stabilité et la sécurité, le bilan de l'année suivante pourrait prouver l'inverse. Si la mutinerie d'août 2026, aux allures de coup d'État, n'a pas affiché de revendications claires, le non-respect des promesses de la junte a pu l'alimenter. Une situation qui révèle la fragilité profonde du régime et son incapacité à tenir le pays.

Du côté de la junte, l'interprétation est toute autre. Le gouvernement nigérien a rapidement ciblé Paris, arguant que les officiers putschistes étaient issus d'un régiment formé par l'armée française. Ainsi, pour les autorités nigériennes, ces officiers manipulés tentent de servir les intérêts d'une ingérence française persistante. Dorénavant, à travers son aide lors de la résolution de cette crise interne, la Russie tend à s'établir comme un pilier de la stabilité politique du pays.

Enfin, dans une zone fortement militarisée, l'Algérie infléchit sa position diplomatique habituelle en offrant plusieurs avions militaires à Niamey au lendemain du putsch. Les rapports au sein de la région du Sahel semblent se transformer au fur et à mesure.

Boidron Juliette, Faucher-Saligny Maddy, Monthenolle Lucie

Amérique du Nord

Un traité obsolète au service de la pression américaine : la goutte de trop

Depuis 1944, les fleuves frontaliers entre le Mexique et les États-Unis sont régis par un traité qui fait face aujourd'hui à des limites face au changement climatique. Alors que le nord du Mexique connaît un stress hydrique croissant, la Maison Blanche utilise désormais les engagements d'un traité datant de 1944 pour exercer une pression sur le Mexique. Derrière une dispute autour de millions de mètres cubes d'eau se dessine une question plus vaste : jusqu'où un pays peut-il être contraint de céder une ressource dont sa propre population manque ?



Carte du bassin du Rio Bravo et du barrage d'Elephant Butte, Le Monde, 2020

"*Le Mexique continue de violer notre traité global sur l'eau, et cette violation nuit gravement à nos BELLES CULTURES ET À NOTRE BÉTAIL DU TEXAS.*" écrivait Donald Trump en 2025 sur son propre réseau social. Le président accusait alors le Mexique de leur devoir 987 millions de mètres cubes d'eau et menaçait d'imposer des droits de douane supplémentaires à hauteur de 5% si les volumes d'eau n'étaient pas livrés "immédiatement".

En réponse à cette déclaration présidentielle américaine, la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum a déclaré lors d'une conférence de presse quotidienne : "*Il est exact que nous n'avons pas fourni notre quota d'eau, mais c'est uniquement par manque d'eau et non de volonté.*" Ici, la présidente met en avant la pénurie d'eau qui touche particulièrement les régions du nord, et qui empêche le Mexique de respecter ses engagements.

L'illusion d'un accord équitable

Au cœur de cette discorde diplomatique se trouve le Traité des eaux de 1944 régissant l'eau provenant des trois fleuves frontaliers : le Rio Grande, le Colorado et le Tijuana. Ce dernier stipule que tous les cinq ans, les pays doivent procéder à un échange d'eau. À chaque cycle, Mexico doit envoyer 430 millions de mètres cubes provenant des eaux du Rio Grande aux États-Unis et ces derniers doivent fournir en retour 1,85 milliard de mètres cubes d'eau provenant du Colorado.

Sur le papier, il s'agit donc d'un système d'obligations réciproques, mais dans les faits, ce traité traduit une asymétrie de pouvoir. En cas de sécheresse côté américain, les États-Unis peuvent réduire unilatéralement leurs livraisons d'eau au Mexique en proportion de leurs propres restrictions nationales. À l'inverse, si le Mexique subit une sécheresse, le volume d'eau manquant n'est pas effacé : il est accumulé comme une "*dette hydrique*" reportée sur le cycle suivant.

L'accord apparaît ainsi équitable en théorie, puisque les deux pays ont des obligations, mais il montre ses limites lorsque l'eau vient à manquer. Cette situation devient encore plus problématique dans un contexte de changement climatique.

Un traité pensé avant le dérèglement climatique

Lorsque le traité a été conçu en 1944, on était loin d'imaginer une situation climatique telle que nous la connaissons aujourd'hui. L'accord a été pensé dans un contexte où les périodes de sécheresse étaient considérées comme des événements exceptionnels, et non comme un phénomène susceptible de s'aggraver avec le temps.

Aujourd'hui, les régions du nord du Mexique connaissent une augmentation de 6 degrés par siècle et subissent des sécheresses drastiques et fréquentes. Ces dernières entraînent la baisse du niveau des fleuves censés approvisionner le Mexique et les États-Unis. Résultat, le Mexique accumule une dette de plus de 1 milliard de mètres cubes d'eau. En 2026, le pays a à peine livré la moitié de ce qu'il doit en eau pour le cycle 2020-2025. Il devient alors compliqué pour le Mexique de concilier à la fois le respect de ses engagements internationaux, et le respect des besoins de sa propre population. Les acteurs du traité ne sont plus en mesure de respecter leurs engagements.

L'eau comme moyen de pression

C'est dans ce contexte que l'eau devient un véritable moyen de pression politique. Les États-Unis peuvent s'appuyer sur les obligations prévues par le traité pour demander au Mexique de fournir les volumes d'eau prévus. L'eau n'est donc plus seulement une ressource naturelle à partager : elle devient un instrument dans les relations entre les deux pays. Or faire pression sur un pays pour obtenir une ressource dont il manque relève d'un acte profondément immoral. La vallée de Juarez en fait les frais : les États-Unis y ont réduit de moitié leur livraison en eau. De ce fait, la vallée mexicaine ne reçoit plus assez d'eau pour assurer à la fois l'irrigation des terres agricoles et l'approvisionnement en eau propre pour la ville de Ciudad-Juarez. Les agriculteurs sont à présent contraints d'utiliser l'eau impropre de la ville pour irriguer les cultures.

Actuellement, le véritable problème réside dans le fait que ce traité a été conçu dans un contexte très différent de celui d'aujourd'hui. Un traité négocié au milieu du XXème siècle ne peut répondre aux réalités climatiques du XXIème siècle. Sans une refonte éthique et globale réaffirmant le droit humain à l'eau face aux appétits agro-industriels, la frontière pourrait basculer dans une situation sanitaire extrême.

Barbier Maéna, Doux Gabrielle, Masseli Anna

Amérique du Sud

Pérou : la démocratie prise au piège de ses crises institutionnelles.

Depuis 2016, le Pérou a enchaîné les destitutions présidentielles et les dissolutions du Parlement à un rythme rapide. Entre l'instabilité institutionnelle, la répression des manifestations et la crise de confiance citoyenne, le Pérou réfléchit à l'avenir de son régime démocratique.



Manifestation anti-gouvernementale à Lima, le 29 juillet 2023. ANGELA PONCE / REUTERS

50,13 % des voix : ce résultat extrêmement serré obtenu lors des élections de juin 2026 marque le retour du fujimorisme, un mouvement populiste de droite, au pouvoir et illustre une division nationale. Peut-on encore parler de démocratie alors que le Pérou a connu huit présidents en dix ans ? Cette instabilité vient notamment des conflits répétés entre le président et le Congrès, des scandales de corruption et de la fragmentation des partis politiques. De nombreuses affaires montrent que la corruption n'est plus seulement un phénomène isolé mais récurrent : la quasi-totalité des présidents récents ont été condamnés, incarcérés ou poursuivis par la justice. Cette période provoque d'importantes manifestations et une répression qui ont détérioré la confiance des citoyens envers les institutions.

En 2023, seulement deux ans après l'investiture d'un nouveau président, 80 % des Péruviens se déclaraient favorables à de nouvelles élections. Cela témoigne d'une défiance envers le système politique. C'est dans ce contexte que Keiko Fujimori s'est imposée au terme de sa quatrième candidature électorale en 2026. Sa victoire, obtenue de justesse face à Roberto Sánchez, place la fille de l'ancien président, Alberto Fujimori, à la tête d'un pays marqué par des divisions politiques et sociales.

Face à ces blocages politiques répétés, l'Economist Intelligence Unit ne considère plus le Pérou comme une démocratie à part entière, mais plutôt comme un "*régime hybride*", c'est-à-dire un système qui maintient les mécanismes électoraux tout en connaissant un affaiblissement des libertés et des institutions démocratiques. Grâce à sa majorité au Parlement, le parti Fuerza Popular de Keiko Fujimori cherche à accroître son contrôle sur la justice et les institutions chargées de surveiller le pouvoir. Sur le plan sécuritaire, le



President-elect Keiko Fujimori in Lima, Peru, Friday, July 3, 2026. BRUNO ELIAS AP PHOTO

gouvernement privilégie une politique de fermeté : la multiplication des états d'urgence, le recours aux forces armées et la construction de méga-prisons. Plusieurs ONG de défense des droits humains dénoncent cette politique, considérant qu'elle pourrait fragiliser davantage l'État de droit.

Pour stabiliser le pays et soutenir l'économie, le gouvernement mise sur une relance rapide notamment grâce à ses matières premières. En effet, le Pérou est un producteur important de cuivre et cherche donc à accélérer ses investissements miniers et à attirer les capitaux étrangers grâce à des mesures fiscales avantageuses. Dans les régions rurales, le pouvoir s'appuie également sur le "*Canon Comunal*" , un dispositif destiné à redistribuer une partie des revenus provenant de l'activité minière pour financer des projets locaux. Cette politique vise notamment à répondre aux difficultés sociales et à limiter les tensions, mais elle ne suffit clairement pas à rétablir la confiance envers les institutions.

Au premier regard, le Pérou reste une démocratie, puisqu'il continue d'organiser des élections régulières. Pourtant, la diminution des contre-pouvoirs et le renforcement de l'exécutif fragilisent progressivement les institutions démocratiques. Au-delà d'une simple crise politique, le Pérou traverse une période de fragilisation démocratique, où l'équilibre entre les institutions et les contre-pouvoirs apparaît de plus en plus difficile à conserver. Comme le résume le politologue péruvien Eduardo Dargent : "*Le Pérou ne souffre pas seulement d'une crise gouvernementale passagère, mais d'un épuisement démocratique où les citoyens ne se sentent plus représentés par aucune institution.*"

Barrat Léonie, Duault Katell, Meideros Lina

Asie

Tirs de missiles en mer du Japon : Kim Jong-Un en armes face au droit international



Localisation de Wonsan en Corée du Nord, Agence France Presse, 2020

Dimanche 20 septembre, la Corée du Nord a tiré deux missiles balistiques depuis la région de Wonsan, en direction de la mer du Japon. Elle viole ainsi les résolutions de l'AIEA et affirme son statut de puissance nucléaire "*irréversible*" face à l'alliance entre Washington, Séoul et Tokyo.

Le 20 septembre, deux missiles nord-coréens ont été tirés depuis la côte est, dans la région de Wonsan, en direction de la mer du Japon. Lancé à environ trois heures d'intervalle, le premier engin a parcouru environ 450 km et le deuxième 600 km selon les relevés japonais et sud-coréens. Deux jours plus tard, la Corée du Nord confirme le test d'une "*nouvelle arme*". Les images diffusées par les autorités nord coréennes suggèrent de potentiels missiles hypersoniques. En réaction, le gouvernement sud-coréen a appelé à "*cesser immédiatement*" les tirs et les a rapidement condamnés en les qualifiant d'actes "*graves*" violant les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU. Le Japon a adressé une "*vive protestation*" à la Corée du Nord tout en dénonçant l'acte comme une menace pour la paix et la sécurité régionale.

Tension institutionnelle avec l'AIEA et l'ONU

La veille, la Corée du Nord avait formellement rejeté une résolution de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). Cette dernière exprimait de fortes inquiétudes vis-à-vis de la poursuite du développement du programme nucléaire nord coréen et réitérait ses demandes d'arrêt de leur programme nucléaire dans le respect des obligations internationales. En réponse, la Corée du Nord a qualifié son statut de puissance nucléaire comme "*irréversible*", rappelant que le statut d'Etat nucléaire fait partie intégrante de la constitution nord-coréenne depuis le 28 septembre 2023. Même si ces tirs de missiles violent les résolutions du Conseil de Sécurité, les sanctions onusiennes sont aujourd'hui inefficaces, paralysées par les droits de véto de la Russie et de la Chine. Ce contexte de blocage permet à la Corée du nord d'effectuer ses tests et de développer ses capacités militaires, détournant le droit international.

La mer du Japon, théâtre d'une démonstration de force

Depuis leur conflit de 1950-1953, les deux Corées ne restent liées que par un simple armistice, maintenant la région institutionnellement sous tension. Au cœur des rivalités, la mer du Japon est un théâtre géostratégique où s'affrontent deux blocs : une alliance occidentale entre les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud et un axe sino-russe nord-coréen. L'alliance occidentale s'exprime à travers l'exercice militaire annuel conjoint Freedom Edge.

Ces projections de puissance visent à améliorer leur coordination et à renforcer leur défense face aux menaces régionales. C'est en partie en réponse à cette démonstration de force que Pyongyang tire ses missiles balistiques.

La Corée du Nord, acteur de la guerre moderne

La précision redoutable des missiles réduit le nombre de tirs nécessaires pour détruire une seule cible et sa modernité menace la détection par les systèmes de défense antimissile traditionnels. Les missiles hypersoniques du 20 septembre, traversant le ciel cinq fois plus vite que la vitesse du son, capables de changer de direction en cours de vol, témoignent du potentiel inquiétant de la Corée dans le futur de la guerre. La Corée du Nord peut tirer un retour d'expérience inédit de l'utilisation de ses missiles, fournis aux forces russes, dans la guerre en Ukraine. Kim Jong-un affiche sa volonté de moderniser ses moyens de défense qui datent de la période soviétique. L'escalade militaire en mer du Japon n'est pas anodine : le dirigeant nord coréen accuse les USA et la Corée du sud d'enflammer les tensions interétatiques. Selon ses mots, leurs programmes de modernisation militaire et leurs exercices conjoints pousseraient la région "*au bord d'une guerre nucléaire*". Par peur d'une politique d'encerclement de la part des USA, cette militarisation soutient une affirmation idéologique, comme garantie principale de la sécurité du régime, face à la doctrine "*America First*" et à l'impérialisme de Trump.

Le président nord-coréen a ordonné de nouveaux tests militaires au mois de septembre en multipliant les lancements de missiles et de drones. Le 24 septembre des roquettes ont été tirées et elles permettraient, selon les médias nord-coréens, de décimer "*les forces armées ennemies sur les plans organisationnel et structurel*". Kim Jong-Un souhaite aller plus loin, en dynamisant le secteur de l'IA pour mettre au point des drones automatisés : une étape de plus vers la guerre moderne et robotisée, ouvrant les perspectives de la guerre totale et d'un protectionnisme réaffirmé.

Bellevras Lucile, Elezaj Elsa , Moisset-Ruffier Lison

Europe

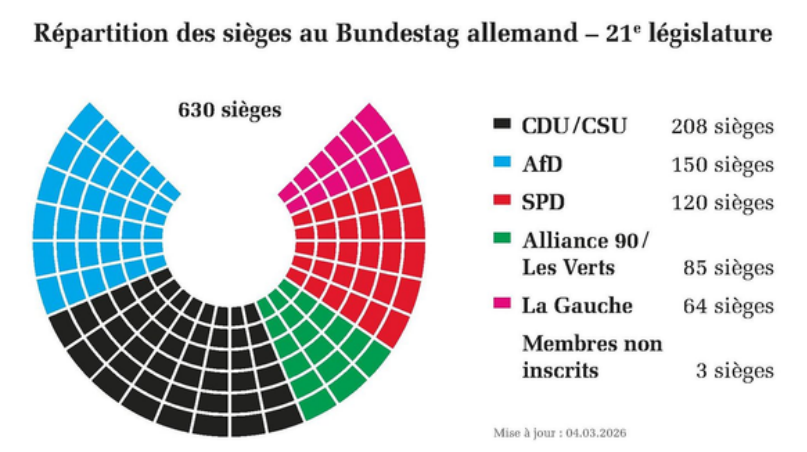
L'Europe face aux défis de l'extrême droite : l'Allemagne (re)penche à droite

En gravissant la seconde place comme force politique majoritaire au sein du Parlement Allemand, l'AfD bouleverse le paysage politique du pays et met en avant la montée de l'extrême droite en Europe. Ce changement amène sur la scène politique tant nationale qu'européenne la question suivante : quelle est la place de l'extrême droite dans l'Union européenne actuelle et quelles conséquences son influence pourrait-elle engendrer ?

Une montée en influence marquante dans le pouvoir allemand

Fondé en 2013, le parti d'extrême droite allemand, l'Alternative für Deutschland (AfD), s'est progressivement imposé dans le concert de la politique Outre-Rhin. Lors des élections législatives de février 2025, elle obtient 20,8 % des voix et 152 sièges, contre 10,4 % et 83 sièges en 2021, devenant ainsi la deuxième force du Parlement allemand derrière la majorité actuelle. Cette progression s'inscrit dans une montée plus large des droites radicales en Europe, notamment autour des questions migratoires et de souveraineté.

La progression de l'AfD bouleverse donc le paysage politique allemand. En 2025, elle a plus que doublé son nombre de sièges par rapport à 2021, tandis que le parti social-démocrate (SPD) est passé de 25,7 % à 16,4 % des voix. Cette progression est particulièrement marquée dans plusieurs Länder de l'Est, où l'AfD réalise ses meilleurs résultats. Elle s'appuie notamment sur les préoccupations liées à l'immigration, aux difficultés économiques et à la défiance envers les partis traditionnels. Toutefois, l'AfD reste exclue du gouvernement fédéral. Après les élections de 2025, la CDU/CSU et le SPD ont formé une coalition, avec Friedrich Merz comme chancelier. La progression de l'AfD transforme donc surtout le rapport de forces et contraint les partis traditionnels à adapter leur stratégie, notamment sur l'immigration et la sécurité. En septembre 2026, elle constitue ainsi une force d'opposition importante, sans pour autant participer au gouvernement à ce jour.



Graphique Répartition des sièges au Bundestag allemand – 21e législature, Deutscher Bundestag, 2026

Un impact fort sur l'avenir de l'Union des Vingt-Sept

L'élection de l'AfD pourrait aussi avoir des répercussions à l'échelle de l'Union européenne. L'AfD est un parti déjà représenté au Parlement européen et sa progression pourrait s'inscrire dans une dynamique européenne plus large. Depuis les élections de juin 2024 le groupe Europe des nations souveraines aussi nommé ESN, dont l'AfD fait partie, compte 25 députés (soit 3,5% des sièges). Par ailleurs, l'élection de l'AfD en Allemagne pourrait encore augmenter l'influence de cette formation de droite dans leur défense des questions comme l'immigration, la souveraineté nationale et la répartition des compétences entre États et institutions européennes.

En effet, l'AfD et ses partenaires se posent en fervents opposants à la politique migratoire en place qu'ils considèrent comme une importante menace. Selon ses déclarations devant le Parlement européen du 19 juillet 2024, l'ESN voit l'Union européenne comme une possibilité de "*créer une véritable Forteresse Europe et de stopper l'afflux d'immigrés clandestins*". La protection des frontières, notamment celles extérieures, s'impose donc à eux, afin de défendre au mieux la souveraineté des pays membres ainsi que l'Union dans son intégralité. Toutefois, même si la participation de l'AfD aux rapports de force crée aujourd'hui des tensions, le groupe politique auquel elle appartient au Parlement européen, ne représente pas une majorité. De plus, même si l'ESN rejoint d'autres groupes de droite dans certaines revendications, il n'est pas toujours aligné avec ces derniers. Par exemple, il perd aux dernières élections européennes le soutien du groupe Identité et Démocratie (ID) dont il est exclu ainsi que celui du Rassemblement National Français à la suite de déclarations de son principal candidat. Ainsi, ce parti souverainiste se doit de coopérer avec d'autres pour espérer peser au sein des institutions européennes alors même qu'il souhaite les voir moins centralisées. En effet une de ses revendications soutenue avec l'ESN est de "*renforcer le rôle des Parlements nationaux dans les processus décisionnels de l'UE*" et ainsi diminuer cette centralisation des décisions dont il a aujourd'hui besoin.

Un monde géopolitique sous pression

Selon l'historien Paul Maurice, le succès de l'AfD est un signal d'alerte pour le continent européen. En effet, la victoire régionale de l'AfD représente un défi géopolitique majeur qui menace la stabilité et la cohésion de l'Union. Le positionnement pro-russe du parti allemand ainsi que son opposition au réarmement et à une politique de défense européenne commune compromet fortement la souveraineté de l'organisation. Dans un contexte de menaces sécuritaires majeures, liées notamment à la guerre hybride menée en Russie et face au désengagement des États-Unis, la capacité des États membres de l'Union européenne à coordonner leurs actions est plus que jamais compromise. À cela s'ajoutent de nombreux défis commerciaux, marqués par la multiplication des réglementations et une incertitude vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement. Des problématiques qui exigent in fine des réponses européennes concertées. Cependant, ces dernières peinent à voir le jour suite à la fragmentation du paysage politique européen.

Plus cette coordination fera défaut, plus l'Europe sera lieu de tensions économiques et sécuritaires, nourrissant potentiellement un soutien accru à l'extrême droite. D'autant plus que l'agenda politique de l'Union européenne au cours des douze prochains mois affiche des élections dans de nombreux pays clés tels que la France, l'Italie, l'Espagne ou encore la Pologne. Le basculement vers l'extrême droite au sein de la plus grande économie de l'alliance nous pousse donc à nous interroger sur l'avenir de l'échiquier politique européen.

Ainsi, la montée de l'AfD témoigne d'une réelle transformation de la politique allemande. Cette évolution menace donc de perturber l'équilibre européen dans des domaines cruciaux tels que l'immigration, l'économie, ou plus largement, les relations internationales. A l'avenir, tout dépendra de la capacité du parti à influencer les décisions allemandes et européennes. La question est donc de savoir si sa progression restera une dynamique nationale ou si elle modifiera durablement l'équilibre politique de l'Union européenne. Ainsi les agendas politiques des douze prochains mois prévoient des scrutins décisifs.

Alauzet Lohan, De Andrade Fonseca Maelys, Marques-Ferreira Shana

Moyen-Orient

Mer Rouge : Comment les Houthis ont-ils verrouillé une artère stratégique du commerce mondial ?

Au Sud de la mer Rouge, le Détroit de Bab El-Mandeb ou "*la Porte des Lamentations*" n'a jamais aussi bien porté son nom depuis l'été 2026. Il est devenu l'objet de convoitise des rebelles Houthis. En s'emparant de la ville de Mokha et de l'île de Perim, les houthis, alliés de Téhéran (Iran), verrouillent désormais un des axes vitaux du commerce mondial et du pétrole saoudien.



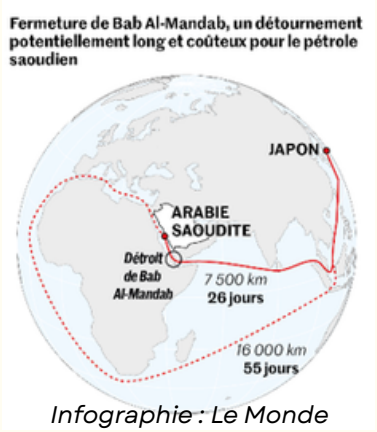
Moyen-Orient : les houthistes menacent le trafic maritime dans le détroit de Bab El-Mandeb , Courrier International

Du conflit local, à une crise yéménite devenue globale, qui sont les Houthis ?

Afin de comprendre l'instabilité du Yémen, il faut rappeler que le pays a rarement formé un État unifié. Sa population se divise en deux branches de l'islam : les chiites (au Nord) et les sunnites (au Sud). Le Yémen n'a jamais su se fédérer autour d'un sentiment d'unité nationale.

Le Yémen est un État récent, unifié en 1990 par le dictateur, Ali Abdallah Salehqui. Il instrumentalise les fractures régionales pour se maintenir au pouvoir plongeant le pays dans une guerre civile. Les Houthis, branche du Chiisme radical, se sont développés à ce moment-là, en réaction au sentiment de marginalisation politique et économique des populations du Nord. Grâce à l'aide de leur allié, ils ont rapidement pu s'organiser, s'armer et instaurer un climat d'insécurité dans le Nord. En septembre 2014, les Houthis s'emparent de la capitale Sanaa et chassent le gouvernement sunnite. Ce coup d'Etat démontre leur force au monde entier. Ils continuent leur offensive jusqu'aux côtes du sud. Des armées militaires saoudiennes et émiriennes sont envoyées pour tenter de rétablir le gouvernement expulsé et contenir l'influence iranienne. Cette intervention marque le début d'une guerre de positionnement dévastatrice, marquée par de multiples crises humanitaires. En 2022, l'ONU parvient à instaurer une trêve historique qui fait chuter la violence et permet d'entamer des pourparlers directs entre l'Arabie saoudite et les Houthis.

Septembre 2026 : la prise de Bab El-Mandeb



Infographie : Le Monde

Le 11 septembre 2026 a acté la mainmise des rebelles sur le détroit, ce qui a provoqué une rupture face au calme relatif instauré par le cessez-le-feu de 2022. Les Houthis ont déclaré le blocus maritime contre l'Arabie Saoudite.

Face à cette menace directe, et l'interception de missiles balistiques envoyés par les Houthis, Riyad a immédiatement réagi : le pays déclare la fermeture de l'Oléoduc Est-Ouest, au lendemain des attaques.

Dans la foulée, les forces saoudiennes ont mené une série de frappes aériennes ciblées sur les positions houthistes, sans toutefois parvenir à freiner leur progression sur le terrain. Le gouvernement a également demandé une aide militaire américaine, notamment pour obtenir un soutien en renseignement et en ciblage.

Mais, tout en réaffirmant leur puissance militaire, les houthis mènent une campagne de désinformation sur les réseaux sociaux pour amplifier leur impact. Ils propagent des discours radicaux: "*Dieu est le plus grand*, *Mort à l'Amérique*, *Mort à Israël*, *Malédiction sur les Juifs*, *Victoire à l'Islam*" et organisent une réelle "*guerre des récits*". Les houthis cherchent à saturer l'espace médiatique en diffusant des fake news et des images complètement décontextualisées sur les réseaux sociaux.

De plus, grâce à l'accord avec l'Iran, les Houthis offrent à l'Iran un moyen d'action crucial sur le commerce mondial. Ils ont ainsi mis en place un blocus sélectif : les navires circuleraient librement, à l'exception de ceux qui commercent avec l'Arabie saoudite et ses alliés, créant une menace directe sur le trafic maritime international. En cherchant le contrôle de Bab El-Mandeb, les rebelles permettent à la République Islamique de compléter son emprise maritime, déjà présente sur le détroit d'Ormuz, et de contrôler désormais simultanément les deux portes d'entrée maritimes névralgiques du Moyen-Orient.

Le drame humanitaire et la paralysie internationale

Le monde assiste à l'embrasement, et les autres puissances globales ont du mal à se positionner. La France annonce envoyer des moyens militaires pour sécuriser Yanbu (villes avec sites pétroliers) afin de préserver l'approvisionnement en pétrole de l'Europe , tandis que les Etats-Unis refusent d'aider leur allié historique : aucun financement ou force armée n'est envoyé.

Le blocage des voies maritimes majeures comme le Détroit D'Ormuz ou de Bab El-Mandeb par les Houthis et l'Iran a entraîné une baisse de plus de 50% du trafic commercial dans la région. Bien que les rebelles soutiennent que la navigation reste sûre hormis pour l'Arabie saoudite, cette situation contraint les cargos à faire le tour de l'Afrique, faisant grimper les prix du pétrole, du carburant en Europe et ralentissant le commerce mondial.

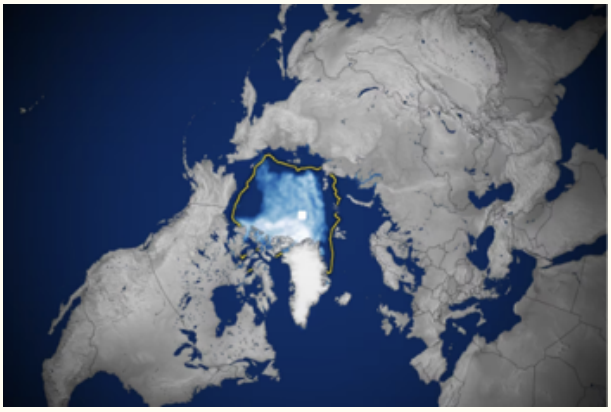
Pendant ce temps, le Yémen subit une fuite massive de sa population (près de 100 000 réfugiés vers Djibouti à l'été 2026), aggravant la crise humanitaire déjà considérée comme l'une des plus graves au monde par l'ONU.
"*C'est une guerre qui va durer. Le détroit de Bab-el-Mandeb n'est pas seulement une affaire interne au Yémen, c'est un enjeu majeur sur le plan mondial.*" - Maysaa Shuja Al-Deen (chercheuse et journaliste yéménite, spécialiste des groupes religieux et de la politique au Yémen).

Les routes du commerce mondial peuvent se rouvrir prochainement. Sept mois après le début du blocus d'Ormuz par l'Iran, une discussion décisive a lieu ce 29 septembre. Le passage maritime stratégique pourrait être rouvert à la seule condition que Washington accepte les exigences militaires et financières de Téhéran.

Brevers Pauline, Germain Eloise, Müller Clara

Océan Arctique

L'Arctique victime de nos excès : quels en sont les enjeux ?



Cette carte montre l'étendue de la glace de mer (en blanc) le 10 septembre, par rapport à l'étendue moyenne de 1981 à 2010 pour le même jour de l'année (ligne jaune) - NASA Earth Observatory images, Lauren Dauphin, using date from the National Snow and Ice Data Center

L'Arctique se réchauffe 4 fois plus vite que le reste de la planète. Loin d'être un territoire isolé des terres habitées et des activités humaines, ce régulateur du climat mondial subit de plein fouet les retombées toxiques de nos modes de vie. Alors en quoi les bouleversements écologiques de l'Arctique transforment-ils ce pôle à la fois en un réceptacle des excès de notre mondialisation et en un enjeu majeur de santé globale ?

"*L'Arctique est un isolant entre l'océan et l'atmosphère*" - CNRS. Les pôles, qualifiés "*d'éponges du changement global*", contribuent en effet à limiter le réchauffement climatique que notre planète connaît depuis plus d'un siècle. Le pergélisol (sol gelé en permanence sur une grande profondeur) et les océans polaires absorbent le CO2 et la chaleur des océans. Quant à la banquise, elle possède un albédo élevé, permettant de renvoyer jusqu'à 80% de l'énergie solaire dans l'espace. Cependant, la banquise perd 10% de sa superficie chaque décennie depuis les années 1970. En disparaissant, elle réfléchit moins l'énergie solaire et l'océan absorbe davantage de chaleur. Parallèlement, le dégel du pergélisol peut libérer du CO_2 et du méthane jusque-là emprisonnés dans les sols, ce qui alimente le réchauffement climatique.

Nos activités quotidiennes sont à l'origine de ces bouleversements et causent également une pollution importante dans ce pôle. L'AMAP (Arctic Monitoring and Assessment Programme) montre que les polluants industriels (PFAS et mercure) voyagent des régions industrialisées jusqu'à l'Arctique.

Résultat : ces substances toxiques finissent par polluer durablement des zones pourtant très isolées. La fonte des glaces accélère le relargage de ces molécules, contaminant les maillons de la chaîne alimentaire.

Le concept "*One Health*" qui relie la santé des écosystèmes, la santé animale et la santé humaine alerte sur les risques sanitaires élevés dans cette zone, et plus généralement la planète du fait des échanges commerciaux. Les poissons contaminés par ces composants dans les eaux arctiques (saumons, morues, maquereaux), se retrouvent alors exportés et finissent directement dans nos organismes. Plus directement encore, c'est la faune arctique qui est touchée.

Ces transformations nécessitent donc une surveillance scientifique importante. Les conditions extrêmes rendent les missions polaires particulièrement difficiles. Les satellites sont très utiles pour compléter les observations de terrain. Ils permettent notamment de suivre l'évolution de l'épaisseur de la banquise.

Face à ces phénomènes qui dépassent les frontières, aucun État ne peut agir seul. C'est notamment le rôle de l'AMAP au sein du Conseil de l'Arctique. Il surveille l'évolution du climat et des pollutions dans la région, afin d'aider les gouvernements à prendre leurs décisions. Ses recherches ont des conséquences bien au-delà du cercle polaire. Les travaux de l'AMAP sur le mercure ont contribué à la Convention de Minamata, entrée en vigueur en 2017 pour limiter les rejets de mercure. L'AMAP participe aussi au suivi de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Les données recueillies en Arctique permettent ainsi de voir si ces accords sont efficaces.

Cette coopération scientifique doit pourtant faire face aux tensions géopolitiques. Après l'invasion de l'Ukraine en 2022, les réunions officielles du Conseil ont été suspendues. En février 2024, les huit États arctiques sont parvenus à un accord. Il a permis la reprise progressive des réunions des groupes de travail en visioconférence. En juin 2026, de nouvelles consultations ont réuni de nombreux acteurs. Représentants des États arctiques, peuples autochtones et chercheurs ont identifié des priorités communes.

L'Arctique montre clairement les effets environnementaux de la mondialisation, notamment à travers la fonte de la banquise et l'arrivée de polluants venus de régions très éloignées. Ces transformations soulignent l'interdépendance entre cet espace polaire et le reste de la planète. Face à ces défis qui dépassent les frontières, la recherche scientifique devient un outil de coopération internationale. Cette coopération reste toutefois fragilisée par les tensions géopolitiques.

Brondex Flore, Hudry Alexandre, Paboul-Montandrau Eléa

MONTÉNÉGRO



GÉOGRAPHIE

- Pays d'Europe du sud, des balkans occidentaux
- Superficie de **13 883 km2**,
- Situé au bord de la **mer Adriatique**.
- Frontières partagées avec la Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo, Albanie.
- Ancienne capitale royale : **Cetinje**.
- Pays montagneux avec un littoral de **293,5 km**
- Climat méditerranéen et continental au nord

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom complet : Monténégro,
Démographie : **640 000 habitants** en 2026, **47 hab/km2**
Capitale : Podgorica,
Religion : Pays laïc, a majorité chrétienne orthodoxe
Forme de l'Etat : République parlementaire multipartite
Premier ministre : Milojko Spajić
Président de la République : Jakov Milatović
Langue officielle : Monténégrin mais le serbe, croate bosnien et albanais restent reconnus comme des langues d'usage officiel
Monnaie officielle : euro
PIB : **9,23 milliards USD**, + **3,0 %** de croissance (2025)
IDH : **0,862** (2025)

HISTOIRE RÉCENTE

1992-2003 : Fait partie de la République fédérale de Yougoslavie
2003-2006 : Devient la communauté d'Etats de Serbie-et-Monténégro
3 juin 2006 : Indépendance du Monténégro
17 décembre 2010 : Devient un candidat à l'UE mais fortes influences serbe/russe
2017 : Adhésion à l'OTAN.
2023 : Election de Jakov Milatović, accélération du processus d'intégration à l'UE



Limited, A. (s. d.). Carte politique du Monténégro avec capitale Podgorica, les frontières nationales

SITUATION INTERNE

Instabilité politique récurrente: Coalitions gouvernementales entre partis pro-européens /pro-serbe
Dépendance: forces prorusses
Corruption: **68 %** des Monténégrins estimant la corruption « très répandue »
La cléricalisation de la société : influence de l'église orthodoxe serbe dans la vie publique
Economie souterraine: trafic stupéfiants/ êtres humains; criminalité organisée; immigration irrégulière

RELATIONS EXTÉRIEURES

- Adhésion à l'UE prévue en 2028
- Applique déjà la Politique Etrangère de Sécurité Commune (PESC) et les sanctions économiques de l'UE
- Influences extérieures, attaques hybrides de la Russie + poids de la Chine via les IDE
- Accords bilatéraux avec les Etats-Unis et certains pays d'Europe (France, Italie, Allemagne

FORCES ARMÉES

Effectifs: Armée professionnelle de **2400** Hommes

Moyens: Pas de chars ou d'avions de chasse

Budget: **161** Millions d'euros: **2.2 %** du PIB nationale

Industrie de Défense: Pas de réelle Industrie de défense nationale

Défis: -dépendance aux importations et ouvert aux IDE étrangers
-Ne dispose pas d'une armée complète

FOCUS : TOURISME

- **25%** du PIB
- Expose le pays à une forte saisonnalité et aux crises géopolitiques
- Fort écart de niveau de vie entre les littoraux touristiques et les terres/montagnes
- **2,5 millions** de visiteurs annuels.
- Essor du tourisme de luxe
- Pression du tourisme de masse sur le littoral (Kotor, Budva) et risque de spéculation immobilière au détriment des ressources locales

Chalopin Gaspard, Lapalus-Jaillet Mahault, Rozier Hugo



GEOGRAPHIE STRATEGIQUE

La solitude pour mieux régner

Enclavé, ce micro-État adapte sa politique et son économie à son isolement.
Sa ZEE, **14 000 fois** plus vaste que sa surface terrestre, regorge de ressources maritimes très convoitées (poissons, nodules polymétalliques).

INFORMATIONS GENERALES

- **Taille** : c'est la plus petite République du monde (**21 km²**) et le 3e plus petit État après la Vatican et Monaco.
- **Localisation** : Micronésie, au sud de l'équateur. **Terre la plus proche** : île de Banaba à environ 300 kilomètres à l'Est.
- **Population** : 12 000 nauruans.
- **Capitale** : Yaren (capitale *de facto* abritant les institutions gouvernementales). Pas de capitale officielle.
- **Régime** : République démocratique parlementaire (Président David Adeang depuis octobre 2023).

RELATIONS EXTERIEURES

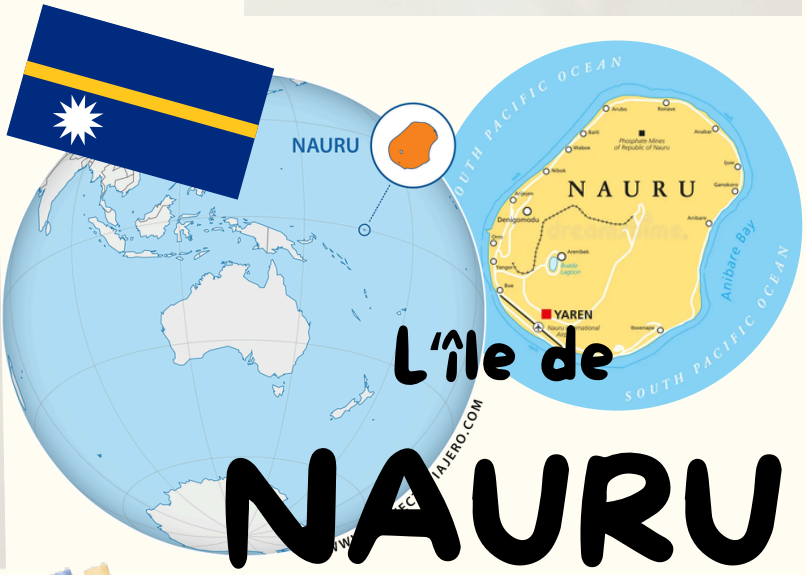
Relations commerciales :

- Nauru importe plus de 90% de ses denrées alimentaires, combustibles, machines, véhicules et matériel de construction.
- Les quelques exports nauruans se composent du phosphate (minime) et des licences de pêche au thon, vendues aux exploitants de la ZEE nauruanes.

Fournisseurs principaux : Australie, Chine, Japon, Fidji
Acheteurs principaux : Pays d'Asie du sud-est.

Relations stratégiques :

- **Australie** : tuteur économique et sécuritaire historique.
- **Chine** : nouveau partenaire financier depuis la rupture avec Taïwan.
- **Etats-Unis/ Japon** : rétablissement des relations économiques et financières après la rupture avec Taïwan
- **Cuba** : coopération médicale. Fournisseur de personnel et de médecins depuis 2000.



L'île de NAURU

SITUATION INTERNE

Situation politique : Malgré l'apparent régime démocratique, des organisations tel que *Freedom House* dénoncent des problèmes persistants concernant la corruption et la liberté de la presse.
Situation économique : 90 % de chômage, revenus issus des aides, du centre de rétention, de la pêche et de la vente de passeports illégaux.
Situation environnementale: Nauru est rongé à 80 % par le phosphate, est infertile à l'agriculture et est menacé par la montée des eaux d'ici 2100 (membre actif de AOSIS*).
Situation sanitaire : Depuis les années 1990, l'appauvrissement de Nauru a entraîné une grave crise de santé publique : mauvaise hygiène de vie et 95 % de surpoids.

***AOSIS** : Alliance des petits Etats Insulaires

FORCES MILITAIRES

- Aucune force armée régulière (terrestre, aérienne, maritime)
- La sécurité intérieure et l'ordre public sont assurés par la police locale : ***la Nauru Police Force***.
- Historiquement, sa protection extérieure est dépendante de partenariats régionaux et notamment l'Australie.
- **Depuis décembre 2024** : accords bilatéraux avec l'Australie avec une garantie de fonds pour la sécurité et la police nauruane. En contrepartie, l'île s'engage obtenir son assentiment sur tout autre accord de sécurité, défense, cyber-sécurité ou infrastructures critiques.

FOCUS : RELATION AVEC TAÏWAN

Du soutien historique au basculement des alliances

- **1980-2024** : Nauru reçoit une aide publique au développement de Taïwan (relations bilatérales approfondies).
- **Janvier 2024** : Nauru exige de Taïwan une aide financière d'environ 125 millions de dollars australiens pour compenser la fermeture de son centre de rétention de migrants. Devant l'hésitation de Taïwan, la Chine propose d'investir près de 100 millions USD par an, poussant Nauru à s'aligner diplomatiquement vers Pékin.
- **Janvier 2026** : le ministère taïwanais des Affaires étrangères gèle toute coopération économique avec Nauru.

HISTOIRE DE NAURU

L'histoire tragique d'une dépendance historique

1920 : Nauru est géré conjointement par la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.
1947-1968 : Administration de l'île par l'Australie et exploitation du phosphate par celle-ci.
Janvier 1968 : Nauru accède à l'indépendance.
1968-1998 : Prospérité record (2e PIB/hab. mondial)
Fin 1990's : Crise financière et écologique pour cause d'une mauvaise gestion des fonds publics.
Septembre 1999 : Nauru devient membre officiel de l'Organisation des Nations Unies (ONU).
2003 : L'Etat entre en faillite totale.
Août 2026 : Nauru change officiellement de nom et devient la République de Naoero.

Carbo Elise, Kohler-Torrin Otéma, Reboux Léna

Le patrimoine

Quand la guerre efface l'histoire : l'héritage de l'humanité face au chaos

Cet été, le Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine mondial culturel et naturel s'est réuni du 19 au 29 juillet à Busan en Corée du Sud. Six nouveaux sites ont été ajoutés sur la liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO. Avec la hausse des conflits armés, cette liste ne cesse d'augmenter.

Le patrimoine à bout de souffle en temps de guerre

Selon l'UNESCO, le patrimoine culturel désigne l'héritage du passé dont nous profitons aujourd'hui et que nous transmettons aux générations à venir. Il se constitue d'un ensemble d'actifs matériels ou immatériels qui possède une valeur sur le plan artistique et historique. Aujourd'hui, le patrimoine est au cœur des conflits. Ce dernier peut être impacté directement ou indirectement : qu'il s'agisse des frappes militaires détruisant des sites historiques ou des pillages d'objets antiques, les formes de dégradation du patrimoine sont diverses. Du Moyen-Orient à l'Afrique, jusqu'à l'Europe de l'Est, certains sites du patrimoine mondial font l'objet d'attaques entraînant des dégâts considérables. Dès lors, des enjeux importants de conservation apparaissent.



Isidore, M. (21/05/2026). En supplément du drame humain, le patrimoine culturel, victime silencieuse des conflits au Moyen-Orient depuis le 7 octobre 2023

Des exemples qui illustrent ce patrimoine en danger

Depuis 2023, au Soudan du sud, les FSR (*Forces de Soutien Rapide*) se sont emparées du musée national à Khartoum et du musée situé à Nyala dans le Darfour. Le sort des collections et antiquités qui retraçaient la mémoire du Soudan a été laissé en suspens pendant trois ans. Après la récupération de ces sites, une grande partie avait été pillée et revendue entre autres sur des plateformes en ligne telles que Ebay. Ces manœuvres ont grandement contribué au financement de l'effort militaire. Au Moyen-Orient, le Liban a subi des frappes israéliennes en réponse à la guerre contre le Hezbollah (Groupe paramilitaire islamiste libanais) pro-iranien. L'une des victimes est la cité antique de Tyr qui, suite à ces frappes a été inscrite au patrimoine mondial en péril le 21 juillet 2026.



Cité antique de Chersonèse Taurique et sa chôra. (s. d.). Unesco

Par ailleurs, depuis le début de la Guerre en Iran, de nombreux sites historiques ont été touchés d'après les déclarations de l'UNESCO en mars dernier. En effet, c'est le cas du Palais royal Golestan situé à Téhéran, inscrit sur la liste du patrimoine mondial tout comme trois autres sites. En juillet dernier, la Cité antique de Chersonèse Taurique et sa chôra (Ensemble de vestiges d'une cité fondée au Vème siècle avant J-C par les Doriens grecs) inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2013 ont été transférées à la liste du patrimoine mondial en péril.

Le Comité du patrimoine mondial a estimé que le site était “*menacé en raison d'une perte significative d'authenticité et d'intégrité*” découlant de “*nouvelles constructions*” et de “*fouilles archéologiques extensives*”. En effet, la région subit de plein fouet les retombées de la guerre en Ukraine. Les frappes russes et les combats incessants y provoquent de graves dommages matériels et des destructions continues. Par ailleurs, trois sites ukrainiens sont d’ores et déjà classés sur la liste du patrimoine en péril : la cathédrale Sainte-Sophie et des bâtiments monastiques de Kiev, ainsi que le centre historique de Lviv et le centre historique d’Odessa.

Des solutions apportées ?

L’UNESCO a élaboré un ensemble d’instruments internationaux parmi lesquels figure la convention de la Haye de 1954 adoptée après les destructions de la seconde guerre mondiale. Celle-ci vise à protéger le patrimoine culturel en cas de conflit armé. Elle introduit le bouclier bleu : organisme protecteur dont l’emblème est apposé sur les monuments pour les conserver en cas de conflit armé. Néanmoins, ces dispositifs dépendent de la volonté des pays de les respecter, ce qui n’est pas toujours le cas. Cela explique la formation de communautés d’acteurs civils au niveau local comme la société nationale des antiquités et des musées (NCAM) qui est intervenue dans le cadre des pillages au Soudan du Sud.

Il faut compter aussi les ONG comme l’ICOM et l’ICOMOS qui proposent une expertise professionnelle ou encore le WMF4 qui jouit d’une liberté lui permettant d’intervenir directement sur le terrain. En effet, celle-ci a mis en place la réhabilitation de la maison des professeurs à Kiev en Ukraine et participe à la restauration du musée culturel de Mossoul en Irak. Cela pose une question : si le champ d’action d’une ONG est plus large que les traités, sont-ils des freins à la protection du patrimoine ? Et dans ce cas la labellisation de l’UNESCO est-elle réellement efficace ?

Cette question nous amène à nous demander si l’attractivité liée au label de l’UNESCO n'apporterait pas plus d’externalités négatives. Car il ne faut pas oublier que la destruction du patrimoine est également due au tourisme. De nombreux sites ont connu une fragilisation suite à un surtourisme régulier entraînant leur volonté de se retirer de la liste du patrimoine de l'UNESCO.

Cordel Lilou, Lomba-Atedzoe Menduga Marcélia, Sanchez Alana